

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1971)
Heft: 144

Artikel: Marginaux et réformistes
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028153>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

recouvrir un même aspect pour l'analyse elle-même), le langage de Revel apparaît bien plus parlant. Mais s'il ne succombe pas au piège des clichés, il se résout mal à se priver du plaisir raffiné qu'il y a à jouer avec les mots.

Face au feu d'artifice, les critiques ne peuvent être que ponctuelles. Mais les escamotages de Revel correspondent, et ce n'est pas un hasard, à des interrogations d'une importance capitale. Posons quelques-unes de ces questions.

Lorsqu'un système n'est plus aimé...

La révolution française, comme la révolution russe, n'aurait pas été possibles si les anciens régimes n'avaient finalement ligué contre eux des groupes sociaux dont les revendications pouvaient être antagonistes, mais coïncidaient dans la nécessité de mettre fin au système.

L'alliance, contre l'aristocratie parasitaire, des philosophes, des paysans faméliques, des bourgeois et des fameuses « classes dangereuses » aboutit en 1789. La haine commune de l'autocratie qu'éprouvaient les paysans, l'intelligentsia, les nationalités, les prolétaires, les pacifistes, les bourgeois « éclairés » même, permit son renversement en 1917. Revel a donc raison de souligner l'importance de la désaffection interne envers la société américaine, et la perte en crédibilité de ses dirigeants, régnant au sein des minorités ethniques, des jeunes, des femmes, des universitaires, etc. Ainsi se trouve réalisée une condition révolutionnaire et je n'exprime là que l'aspect concret des cinq conditions que nous publions en première page): l'existence d'une contestation multiforme.

... et que se développe une utopie cohérente

Mais le 14 juillet 1789 n'était finalement, lui aussi, qu'une émeute populaire. La révolution fut prise en charge par une classe sociale (ou une fraction de classe sociale), sur un programme d'organisation de la société nouvelle. Le même scénario se joua en Russie: les groupes victorieux se sentaient investis d'une mission à portée universelle et proposaient les structures nouvelles à mettre en place.

On peut certes dénoncer, ou déplorer, cet accaparement de la révolution par un groupe social, et cela d'autant plus lorsqu'il se limite à une poignée d'affairistes ou à une « avant-garde » consciente de sa vulnérabilité profonde. Mais la leçon est double: une révolution n'a de chances d'aboutir — de transformer la réalité sociale — que s'il existe, parallèlement à la désaffection du régime, une volonté d'organisation de la société future une utopie cohérente, émanant d'un groupe impatient de la réaliser, mais capable d'intégrer les objectifs d'autres adversaires du régime.

Où est le pouvoir?

Partant de l'échec des révolutions de type bolchévique, malgré les changements de structures auxquels elles ont abouti, à fonder un nouveau type de relations inter-humaines et une nouvelle morale collective, Revel porte toute son attention sur la révolution culturelle, sous-estimant systématiquement les conditions économiques de la libération et de la répression.

Deux conséquences en découlent: Revel n'éprouve pas la nécessité de préciser qui détient le pouvoir aux Etats-Unis, et par quels moyens il est exercé. Il est vrai que le pouvoir est diffus, multicéphale, honteux en quelque sorte; mais il n'est pas moins vrai que la concentration économique et la technicité croissante des options a accru la portée des décisions prises et le poids des groupes de pression. Les possibilités de répression, ou de marginalisation, ont crû parallèlement. Focaliser l'attention sur la contestation, sans proposer d'instruments pour l'analyse du pouvoir, augmente les risques d'enlèvement, que Revel, trop intelligent pour ne pas les voir, énumère rapidement en un dernier chapitre qui remet en question tous les développements antérieurs.

Politique et économie

D'autre part, Revel ne pense pas que l'injustice des rapports économiques doive être atténuée ou supprimée par une remise en cause de la propriété privée des moyens de production. Deux thèses sont donc en présence: la première, la thèse socialiste, passiste aux yeux de Revel, que Sauvy (« Le socialisme en liberté ») rappelle en ces termes: « On ne peut admettre, en régime socialiste, le pouvoir que confèrent, à quelques hommes, leur naissance ou d'heureuses spéculations, sur la marche de l'économie nationale et sur le sort des travailleurs ». La deuxième thèse est celle de Revel, qui, sur ce point, rejoint Jean-Jacques Servan-Schreiber; pour eux, le changement révolutionnaire ne devrait pas tendre à bouleverser un système de production qui a fait ses preuves, mais par des objectifs strictement politiques, à apporter un contrepoids au système économique: « La révolution comportera donc, dans la conjoncture actuelle, la séparation du pouvoir politique et du pouvoir économique, séparation qui, si l'on y réfléchit, n'existe pratiquement nulle part. » On voit mal ce que recouvre ce postulat, à l'ère de la planification publique et privée, de la pauvreté des équipements collectifs, de la recrudescence du chômage et de l'expansion des géants industriels, nourrie par l'inflation et le mythe de la croissance. Ou plutôt, on voit bien où nous mènerait la « créativité » révolutionnaire de Revel: à une société dont l'organisation économique serait inspirée par Jean-Jacques Servan-Schreiber, et la culture façonnée par les participants de Woodstock, où les directeurs d'entreprises coifferaient, en quittant leur bureau, la perruque chevelue des hippies. En d'autres termes, à la perpétuation de ce qui existe déjà.

Qu'on nous comprenne bien: le bouillonnement d'idées et d'expériences contestataires présente une importance capitale. Minant les principes sur lesquels repose la société, lui injectant une inquiétude profonde quant à l'avenir, il prélude à une ère de bouleversements. Comme Rousseau l'affirmait avec une conviction visionnaire: « Voici venir le temps des révolutions ». Mais où auront-elles lieu, et sous quelles formes? Revel ne répond pas.

Eric Baier
Ruth Dreifuss

Marginaux et réformistes

A juste titre, Revel rappelle que la Révolution française a été précédée d'un bouillonnement d'idées. « Que ce soit dans le domaine constitutionnel, économique, scolaire et éducatif, que ce soit pour les rapports de l'Etat et de la religion, le divorce, le rôle de l'art et du théâtre dans la société, que ce soit sur le droit pénal, le recrutement de l'armée ou celui des ministres, la presse, le commerce des grains ou l'organisation universitaire, des recherches avaient été poursuivies qui avaient fait avancer la connaissance, parfois même des disciplines entièrement nouvelles, comme l'économie politique, avaient été créées. »

Il s'agit là d'une articulation essentielle de sa pensée: montrer d'abord qu'en certains moments de l'histoire, les conditions préalables étaient réunies; mais surtout, Revel désire conférer au bouillonnement inventif ou contestataire d'aujourd'hui la valeur de signes pré-révolutionnaires.

Ici, pourtant, sa démonstration tourne court. Les projets du XVIII^e, auxquels il se réfère, étaient des projets politiques au sens large du terme, des avant-projets d'une société mieux organisée, plus libre et plus efficiente.

Aujourd'hui, en revanche, la contestation est pauvre en projets que l'on pourrait appeler politiques. Certes, une meilleure conception de l'éducation pourrait à la fois servir la liberté et dégager de nouvelles forces intellectuelles et économiques. Mais pour l'essentiel, l'efficacité moderne est liée, quasi définitivement, à la technologie, à la recherche, à l'organisation, à la « fuite en avant dans la croissance ». La difficulté majeure est de trouver un autre modèle économique.

Certes, les contestataires américains sont assimilés et tolérés par la société américaine, mais dans la mesure où ils ne remettent pas en cause la machine, où ils ne « cassent pas la baraque ». Cela ne signifie pas qu'ils soient sans influence; le fait qu'ils imposent d'autres mœurs montre leur capacité d'obliger la société à évoluer, la tolérance revêt désormais une nouvelle signification; dans certaines circonstances leur poids est politique (lutte contre la guerre, etc.). Mais si ce ne sont pas des marginaux complets, ce sont pourtant des hommes incapables d'influencer de l'intérieur l'organisation économique. Quel nouveau type d'organisation du travail? Quelle réponse économique au problème du Tiers Monde, à celui de la vieillesse, etc... Quelles réformes?

On regrette donc que Revel soit Français malgré tout au point de s'arrêter au réformisme d'Alain Poher plus qu'aux kibboutzim, aux coopératives de production, au syndicalisme.

De Poher au Black Power, il y a, dans sa pensée, un hiatus.

L'alliance du réformisme organisateur et de la contestation est plus riche en perspective sinon révolutionnaire, du moins de mutations profondes que Servan-Schreiber donnant la main à Angela Davis. Stockholm ou Amsterdam, mieux que New York. La révolution européenne est peut-être aussi commencée.

A.

Cointrin ou l'escalade du vandalisme

Un équipement coûteux...

La cité-satellite de Meyrin ne représente que le début de l'urbanisation d'une bande de surfaces au nord-ouest de la piste de l'aéroport de Cointrin, où l'Etat encourage systématiquement la construction de logements. En effet, cette zone est pourvue d'un équipement, fort coûteux, en vue d'un développement rapide et planifié de cette région, destinée essentiellement à l'habitat.

... pour une zone déjà détériorée...

L'Etat de Genève a ainsi commis une double erreur: d'une part, la zone en question est difficilement accessible par les voies de communication traditionnelles, d'autre part, le bruit déformant de l'aéroport rend cette région difficilement habitable. Cette bêtise est le résultat direct de la politique prétentieuse d'un canton à surface très réduite qui veut « son » aéroport intercontinental. Signalons enfin que l'Etat de Genève consacre en revanche des terrains à Satigny, bien mieux adaptés aux exigences de l'habitat et plus protégés contre le bruit que Meyrin, à une zone industrielle!

... puis rendue carrément inutilisable!

L'Etat de Genève réclame 48 millions pour l'extension de l'aéroport; à l'appui de sa demande de crédit, il invoque des motifs de sécurité:

— il est exact que l'infrastructure proposée offrira plus de sécurité; cette marge supplémentaire est cependant utilisée pour faciliter un trafic accru et l'arrivée des avions de très gros calibre, source d'un vacarme accru;

— il est également exact que la construction d'un centre d'aviation général libérera la piste principale des petits avions de tourisme... pour faire place aux plus gros!

Sous le couvert de la sécurité, l'Etat de Genève s'engage résolument dans la « fuite en avant »; tout est donc mis en œuvre pour augmenter le trafic aérien, fantastique source de bruit et de pollution. L'erreur de base, à savoir l'ignorance de l'impossible coexistence de l'habitat et d'un aéroport, est encore aggravée. Ainsi, l'Etat détruit en faveur du mythe de la technique la valeur des investissements en équipements destinés à l'habitat, c'est-à-dire à l'homme.